

Le P. C. F. élabore le révisionnisme français

« Sans théorie réformiste, pas d'action réformiste »

A la manière de...

LES militants d'avant-garde doivent prêter une attention particulière au contenu et à la signification du dernier C.C. du P.C.F. La révélation publique de désaccords au sommet, le vote d'une résolution de style « garaudien » alors que la plupart des interventions critiquaient Garaudy, la publication même des débats, autant de phénomènes révélateurs sur une direction qui cherche à se définir. L'appréciation correcte de ce qui est nouveau et de ce qui ne l'est pas vraiment n'est pas si évidente, de prime abord (1).

Bien sûr, ce qui frappe tout de suite, c'est l'aspect réformiste de l'ensemble des travaux du C.C. Jadis en possession du « marxisme-léninisme-stalinisme », ce même C.C. se croyait habilité à trancher avec une égale force dans tous les domaines, en politique comme en art, en économie comme en physique ; maintenant ne disposant plus que de la théorie « marxiste-léniniste-enrichie-par-Maurice », le C.C. ne peut plus que se prononcer avec une égale faiblesse dans tous les domaines : le canevas théorique est resté le même, il a seulement été très estompé par la gomme de Garaudy et d'Aragon. Le révisionnisme n'est pas en soi quelque chose de nouveau pour le P.C.F. La défense de la culture, « patrimoine national », l'usage de concepts vagues et petit-bourgeois (l'humanisme, la vie...) ont déjà fait partie de l'arsenal du P.C.F., à une autre époque : très précisément lorsque la ligne était une ligne de collaboration de classes ouverte. Encore dans l'euphorie de la participation au gouvernement, Casanova, alors membre du B.P., expliquait à la tribune du XI^e Congrès (juin 1947) que « la morale des communistes est la morale des hommes qui défendent la vie », et dénonçait vigoureusement « les entreprises de dégradation de notre esprit national ». Maintenant, la résolution nous apprend que « la culture est le trésor accumulé des connaissances humaines », et que comme « il ne saurait y avoir de rupture dans le vaste mouvement créateur de l'esprit humain », et que « leur politique (celle des monopoles) exprime l'inhumanité d'un régime », la culture est en quelque sorte nécessairement opposée aux monopoles. La défense de la Culture, de l'Homme, de la Vie, contre les monopoles et les trusts, la défense du Bien contre le Mal n'est pas en soi radicalement nouvelle.

Après 1947, vint l'époque de la guerre froide et l'isolement du P.C.F. ; sur le plan culturel ce fut la défense du réalisme socialiste, l'affaire Lyssenko et le tir à boulets rouges contre l'idéologie bourgeoise. On consultera avec profit l'ouvrage de Kanapa « Feu sur la décadence ». L'opposition de la « culture prolétarienne » et de la culture bourgeoise, de la « science prolétarienne » et de la « science bour-

geoise » remplaçait l'humanisme au-dessus des classes.

Mais le malheur des pseudo-communistes veut que la théorie et la pratique soient étroitement conditionnées ; ainsi une pratique politique opportuniste nécessite-t-elle des réajustements théoriques. Voilà comment se traduit le pragmatisme bureaucratique : la théorie marxiste n'est plus l'outil révolutionnaire du prolétariat, elle est devenue la justification a posteriori de la politique pratiquée, on a d'abord appelé à voter Mitterrand, puis opéré le réajustement théorique qui s'imposait. L'intervention de Kanapa — encore — est très explicite sur ce point : « Plus nous faisons avancer notre politique, plus elle est large et audacieuse (il citera à titre d'exemple le soutien à Mitterrand), plus le besoin de lui donner des bases et des développements théoriques rigoureux se fait sentir ». Sans doute cela tient-il du miracle pour lui si, sans avoir encore de « bases théoriques rigoureuses » la politique du parti est pourtant « juste, correcte et efficace contre le capitalisme monopoliste d'Etat ».

Comme Kanapa, nous insisterons sur l'importance du soutien à Mitterrand, car c'est en pratique l'abandon de la théorie de la lutte des classes. En ce sens la ligne est cohérente : si l'on veut tenter de s'intégrer dans l'Etat bourgeois, et pour cela faire des alliances avec des bourgeois, nous devons discuter avec eux de ce qui nous sépare. Dans cette optique, le marxisme n'est plus compris comme l'arme théorique du prolétariat dans la lutte de classes : on est marxiste comme d'autres sont existentialistes ou franc-maçons. Il n'y a plus lutte idéologique, mais discussions d'idéologues à idéologues, et on doit pouvoir se comprendre. « Pas plus que le prolétariat n'est un barbare campant dans la cité moderne (sic), le marxisme n'est étranger à l'univers de la culture ». On parle déjà presque le même langage, le reste viendra : ce n'est plus qu'une affaire d'opinions. Ne dit-on pas dans le P.C.F. maintenant que sur des points fondamentaux l'accord est réalisé avec François Mitterrand, mais que, certes, des divergences d'opinion nous séparent de lui quant à l'appréciation de l'O.T.A.N. par exemple.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre cette floraison d'interventions sur le dialogue avec les chrétiens. Le christianisme n'est pas une donnée déterminante dans le prolétariat français ; il n'a pas une implantation comparable à ce qu'elle est en Italie par exemple, il ne s'agit pas, ou peu, d'une conséquence des accords C.G.T.-C.F.D.T. : le syndicaliste Krasucki n'en souffle pas mot, lorsqu'il constate, quoique de façon plus réservée, la nécessité du dialogue avec les chrétiens. En fait, le christianisme est abordé par le C.C. comme un représentant de l'idéologie bourgeoise, avec laquelle le P.C.F. veut discuter.

Pouvons-nous conclure que ce Comité central n'est qu'une manifestation de

l'opportunisme stalinien traditionnel ? Nous ne le pensons pas ; le mouvement amorcé dès le XVII^e congrès est pour l'essentiel irréversible. Bien que la ligne adoptée (voies de passage au socialisme pacifique, démocratie véritable, etc.) soit directement liée à la « théorie » stalinienne de coexistence pacifique, les rapports entre la direction du P.C.F. et la bureaucratie soviétique ont sensiblement changé depuis l'ère de Staline. Le Kremlin n'est plus une « citadelle assiégée » et, dans sa recherche d'un accord global avec l'impérialisme, les P.C. des pays occidentaux ne sont plus pour lui que des forces d'appoint, auxquels il ne peut plus apporter grand-chose et sur lesquels en conséquence son influence s'affaiblit. Par ailleurs, en même temps que se disloque le monolithisme du mouvement communiste international, se disloque l'autorité de la direction du parti, ce, d'autant plus que depuis la mort de son chef incontesté (et incontestable), Thorez, elle est elle-même déchirée de luttes sourdes pour le pouvoir. Cette direction qui n'a jamais été révolutionnaire, composée de membres issus de l'appareil, très peu liés aux masses, ressent durement cette absence de « chef » (2). Elle a de plus en plus à prouver son autorité, sur la base très concrète de la lutte des classes en France. Elle doit diriger, à travers toute une série d'échelons bureaucratiques, une masse de militants n'ayant dans le meilleur des cas pour toute formation qu'une pratique syndicale ou municipale, rarement politique, et sans assise théorique. Le seul terrain possible préservant l'unité du parti est le réformisme : il correspond à la fois à la compréhension immédiate de la base et aux intérêts d'une bureaucratie qui cherche avant tout la stabilité.

Certes, le soutien à Mitterrand a bien apporté quelques cartes déchirées de la part de militants politisés, mais, dans l'ensemble, il a été ressenti à la base comme une perspective nouvelle. De même plusieurs interventions au C.C. critiquent certains aspects de l'œuvre de Garaudy, mais celui-ci pousse simplement à leur terme les conséquences théoriques de la pratique politique du P.C.F. : il abandonne clairement plusieurs éléments fondamentaux de la théorie marxiste. Son intervention est subtile : il établit un lien entre le dialogue avec les chrétiens et la pluralité des écoles en art comme en sciences et la ligne réaffirmée au précédent C.C. de la pluralité des partis démocratiques (?) pendant la construction du socialisme. Ce pas, plusieurs le font avec difficulté. Citons l'un des plus réticents, Lucien Sève. Après avoir trouvé « positive » la manière nouvelle dont Garaudy aborde certaines questions, il ajoute : « Par exemple, dans son dernier livre (« Un marxiste parle au Concile ») Roger Garaudy admet dès le début, avec le père Ruiz, que la division fondamentale de l'humanité qui est à la base du dialogue, c'est la division selon les conceptions du monde et non pas la division selon les classes sociales... Il fait un pas de côté par rapport au matérialisme historique... » (souligné par nous). Foin de jésuitisme ! Ou bien, pour Lucien Sève, la division selon les classes sociales a encore un sens, alors on voit mal comment le point de vue de celui qui n'y croit plus peut être « d'un apport positif », ou bien il s'accroche à des mots qui pour lui sont creux, et les désaccords avec Garaudy iront en s'atténuant ; ce ne sera qu'une question de souplesse que l'exercice quotidien donnera.

Tant que les divergences resteront « théoriques », aussi longtemps qu'on ne remettra pas en cause la politique concrète du P.C.F., l'affaire restera limitée et sans lendemain.

B. HENAIN.

(1) Le cercle de l'U.E.C. de l'Ecole Normale de la rue d'Ulm a sorti à ce sujet une brochure « Faut-il réviser le marxisme ? ». Bien qu'un peu gauchiste sur le problème de la culture populaire, elle contient une critique souvent pertinente des thèses de Garaudy et d'Aragon. La faiblesse la plus grande de cette brochure vient du fait que ces camarades considèrent ce C.C. comme un changement qualitatif de la ligne du P.C.F., confondant là, manifestement, la nouvelle compréhension qu'ils ont du phénomène, avec le phénomène lui-même.

(2) C'est de là que provient l'audience (très minime) d'un courant « chinois » auprès de certains vieux cadres.

Publiez le protocole D'ACCORD !

LA Régie nationale des usines Renault, entreprise nationalisée, et la Société industrielle et commerciale des automobiles Peugeot, firme privée, ont conclu un accord d'« association évolutive ». Les avantages mis en avant nous sont familiers : abaissement relatif des coûts de production permettant de mieux affronter la concurrence internationale. Les marxistes n'ont jamais été hostiles au progrès technique (bien au contraire : il renforce la base objective du socialisme), mais ils ne sont pas non plus aveugles sur ses moyens. Or, cette affaire ne laisse pas d'inquiéter : pourquoi le protocole d'accord n'a-t-il pas été publié ?

S'il n'y a pas d'imbrication financière des deux entreprises, le communiqué indique que les décisions seront désormais prises sur une base paritaire en ce qui concerne la recherche scientifique et les études, les investissements et les achats. Quels seront les apports respectifs ? A court terme, il semble indiscutable que Peugeot tirera d'importants avantages de sa participation aux recherches de son partenaire. A plus long terme, où est la garantie que la firme privée ne s'attribuera pas les productions les plus rentables tandis que Renault essuiera les déficits ? Après tout, chez Peugeot, il y a des gens à sucrer ! A plus long terme encore, qui empêche que cette évolution ne débouche sur une reprivatisation à laquelle Debré déclare n'avoir aucune opposition de principe ?

Renault est (théoriquement) propriété de tous les Français et le protocole d'accord est aussi notre affaire. Sa publication est la première des choses à obtenir. En même temps doit être préparée la riposte aux conséquences qu'auront sur l'emploi la rationalisation des activités des deux entreprises : comme les horaires dans l'industrie automobile sont plus élevés en France que dans les autres pays européens et que, de l'aveu même de ses auteurs, l'association va permettre la réduction des coûts de production, la diminution du temps de travail sans diminution de salaires doit être une exigence immédiate. Enfin, pour garantir le caractère public de la Régie et éviter que l'opération ne se solde par un bénéfice au seul profit du secteur privé (que nous paierions à la fois en tant que consommateurs et en tant que contribuables) il faut exiger la publication intégrale et développée des comptes. Plus généralement, c'est le problème de la socialisation de toutes les entreprises nationalisées qui doit être mise à l'ordre du jour.

Faute de quoi, cette « union libre » pourrait bien se terminer par notre cocufiage.

J. D.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F.

C.C.P. Pierre Frank
12648-46 Paris

Tous les jours ouvrables
de 15 heures à 19 heures
une permanence est assurée
dans nos locaux
21, rue d'Aboukir
PARIS-2^e
GUTenberg 06-57

Le directeur de publication
P. FRANK

Imp. « E.P. », 232, r. Charenton
Paris-12^e

PETITES COMBINES

sion qu'un régime de plus en plus policier, soumis au pouvoir financier au comble de la concentration, armé de pied en cap contre la classe ouvrière, assistera passivement à la montée au pouvoir des travailleurs et contribuera même, par certaines de ses couches, à l'édification du socialisme.

Devant ces événements, les dirigeants du P.C.F. cachent de moins en moins leur inquiétude, suscitée surtout par la détérioration de leurs rapports avec la S.F.I.O. Par deux fois les parlementaires communistes se sont trouvés séparés de leurs collègues socialistes : dans les débats sur l'O.T.A.N. et dans ceux sur l'amnistie. Il risque encore d'en être de même si la discussion s'ouvre sur la disparition du Sénat qui représente aux yeux de Mitterrand « le bastion de la résistance populaire » (sic).

Mais ce qui inquiète surtout le P.C.F., ce sont les alliances contradictoires que la F.G.D.S. va conclure lors des élections prochaines. Du coup, l'Humanité commence à s'apercevoir que la Fédération se place à mi-chemin du M.R.P. et du P.C.F. et aspire à obtenir, alternativement, voire simultanément, un soutien des deux côtés. Ce qui se traduirait, en cas d'échec du gaullisme, par un gouvernement d'union nationale allant — au moins

quant à ses supporters — des indépendants au P.C.F.

En cette occurrence, Waldeck Rochet a renoué les contacts avec le P.S.U. si souvent dédaigné. Et le dialogue entre les deux partis doit se poursuivre. C'est un faible moyen de faire pression sur la S.F.I.O. ? Mais mieux vaut, sans doute, pouvoir faire état de l'alliance avec le P.S.U. que de n'avoir aucun partenaire. C'est la rançon des avances sans vergogne et des grandes opérations de séduction impudentes qui ne cherchaient qu'à capter la confiance des sommets en négligeant les aspirations profondes de la base.

Gérard DARMON.

L'abondance des matières nous oblige à reporter à notre prochain numéro plusieurs articles parmi lesquels le compte rendu du passionnant exposé fait au Cercle Karl Marx par Emile R. Braundi sur l'AFRIQUE EN PROIE AUX COUPS D'ETAT, ainsi qu'une étude sur la signification de LA CREATION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE.